

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D.412 BOLIVIE: LE 2ème MANIFESTE DE TIAHUANACU

C'est en 1973 qu'était publié le "Manifeste de Tiahuanacu" (cf. DIAL D 154), le premier d'un genre qui allait prospérer dans d'autres pays d'Amérique latine au cours des dernières années. (Cf. le livre: "Le réveil indien en Amérique latine", dossier publié par DIAL aux Editions du Cerf, collection Terres de feu.) De même que cette année les indiens d'Amérique centrale ont publié une "2ème Déclaration de La Barbade" (cf. DIAL D 393), de même les aymaræ et quechuas de Bolivie viennent-ils de lancer, le 2 août 1977, leur "Deuxième manifeste de Tiahuanacu". C'est ce texte que nous donnons ici.

On notera que cette nouvelle déclaration revêt un caractère moins général que la précédente: c'est une prise de position sur quelques problèmes d'actualité en Bolivie, tels que l'accès à la mer, le projet d'immigration de blancs d'Afrique australe ou la campagne pour les droits de l'homme.

(Note DIAL)

DEUXIEME MANIFESTE DE TIAHUANACU

Le 30 juillet 1973, le "Centre paysan Tupaj Katari" avait élaboré un document à portée idéologique que nous avons intitulé "Manifeste de Tiahuanacu". Celui-ci avait eu un grand retentissement dans l'opinion publique. Quatre ans après, nous rendons public ce deuxième manifeste destiné à préciser certaines perspectives et à donner notre position sur les événements actuels.

A l'occasion de la célébration annuelle de la Journée de l'indien, le "Centre paysan Tupaj Katari" de Bolivie - une organisation authentiquement aymara et quechua qui est l'expression des aspirations de ce peuple indien - adresse ce manifeste aux habitants de la région andine pour favoriser l'union sur la base de nouveaux concepts de vie sociale, économique, politique et culturelle.

Le "Centre paysan Tupaj Katari" a été créé le 12 août 1971 en partant des communautés, des anciens grands domaines (1), des fermes, des cantons ou des régions, et à partir des unités sociales de chez nous appelées ayllus (2). Le Centre a vu le jour grâce aux jeunes aymaras et quechuas qui représentent la génération montante; ils ont reçu mandat de la base pour créer une organisation représentative des aspirations au développement de la race opprimée et à sa libération.

L'histoire se répète, à en juger par les faits aboutissant, hier comme aujourd'hui, à notre permanente mise à l'écart. C'est ce qui se produit chaque fois que le dynamisme, la détermination et la capacité de la classe indienne

(1) La révolution de 1952, avec Paz Estensoro, a démantelé les grandes "haciendas", en contribuant ainsi au renouveau des communautés indigènes. (N. d. T.)

(2) Organisation sociale pré-incaïque faite d'association de plusieurs familles se reconnaissant des liens de parenté réelle, surtout spirituelle. (N. d. T.)

se concrétisent, comme dans notre organisation, en un front capable de déstabiliser le pouvoir de caste de petits groupes qui ont toujours décidé du sort de la majorité de la population. C'est la raison pour laquelle le "Centre paysan Tupaj Katari" est sous intervention administrative et a été fermé par les agents de l'anti-patrie. Nous réaffirmons, à l'usage de ceux qui veulent bien nous écouter, que les aymaras et les quechuas ne mènent pas une politique utilitaire ou de la facilité, mais qu'ils sont guidés par une philosophie profonde et ancestrale. Nous ne sommes pas seulement un peuple: nous sommes une civilisation qui, avec l'arrivée des espagnols, a connu la destruction de ses valeurs, lesquelles constituaient un ensemble exemplaire dans le monde sur le plan social, politique, économique et organisationnel. Nous pouvons dire que nos peuples ont été au-delà de la pensée utopique des grands penseurs des autres civilisations.

Dès le début de la Conquête, que la grande inégalité des forces en présence a rendu possible, nous avons été soumis à un système inhumain. Celui-ci, en s'en prenant à toutes nos valeurs, a atteint notre être même; pour emporter dans des pays lointains le fruit de notre travail, il a utilisé la totalité de notre capacité économique en jetant ainsi les bases de l'apparition du capitalisme actuellement en vigueur. C'est au sein de cette terrible exploitation qu'a surgi la grande geste de 1781, celle de Julián Apaza Tupaj Katari, qui a été le premier cri de libération de toute l'Amérique latine (3). Ce ne sont pas seulement les Murillo, Bolívar, Sucre, San Martín et O'Higgins qui ont donné la liberté à l'Amérique métisse; ce sont aussi les Katari, Amaru et les armées indiennes qui ont infligé la véritable défaite lors des différentes batailles pour notre indépendance. Avec la République, l'ancien système n'a été que modifié, et non changé, puisque le sort des masses n'a pas été fondamentalement transformé. Il ne s'agit alors que d'un changement de patrons dans le cadre d'un système plus habile: le pongueaje (4), le mit'anaje (4), le travail à la tâche, le labeur à la semaine, etc. L'exploitation de l'indien a été ainsi portée à un degré intolérable. Qu'il suffise, par exemple, de rappeler le décret officiel interdisant à tout indien de passer par les rues du centre des villes sous peine de châtement.

Cet état de choses perdure dans l'histoire nationale pendant de multiples décennies, mais l'esprit de fronde éclate au cours de nombreux soulèvements d'indiens, tous réprimés sauvagement "à titre d'avertissement pour les indiens rebelles", comme on disait.

La révolution de 1952 (cf.1) et la réforme agraire ne sont qu'une fenêtre permettant de considérer d'un point de vue très circonstanciel un certain type de libération; mais il s'agit là d'une façon de voir restreinte. Les grandes conquêtes que sont la réforme agraire, le suffrage universel, la nationalisation des mines, sont en grande partie le résultat de la pression exercée par les travailleurs de la mine et de la terre. Malheureusement ces grandes conquêtes ont dévié et se traduisent aujourd'hui en simples dispositions légales, incapables d'introduire un changement structurel dans le pays. Bien que la réforme agraire décevante ait été un élément d'une libération véritable et de la reconquête de droits perdus, elle est cependant devenue l'occasion de nombreuses luttes internes pour la famille paysanne; l'existence du minifundium fait que le paysan retombe toujours dans une pauvreté humiliante. Il faut ajouter à cela le fait que les gouvernements successifs ne se sont jamais souciés d'implanter des structures techniques à la campagne. Le suffrage universel a été

(3) L'Etat de Bolivie a été créé en 1825 à la suite des victoires de Bolívar qui a ainsi donné son nom au pays. (N.d.T.)

(4) Formes de travail obligatoire temporaire ou de servage pour dettes. (N.d.T.)

une mesure mal interprétée, mal orientée et mal appliquée; elle n'a été utilisée que comme instrument politique permettant aux groupes privilégiés de se maintenir au pouvoir; le langage change, mais pas les comportements. C'est de cette époque que date l'appellation paternaliste, à notre propos, de "paysans" au lieu d'"indiens", dans le but de camoufler la discrimination dont notre histoire a toujours porté la marque. Aujourd'hui, ce paternalisme s'est accentué et on nous donne du "fils paysans" et du "frères paysans".

## LE "CENTRE PAYSAN TUPAJ KATARI" FACE AUX PROBLEMES ACTUELS

### Le problème de l'accès à la mer

La Bolivie a accédé à l'indépendance avec un territoire de plus de trois millions de km<sup>2</sup> de superficie, hérité de nos ancêtres. Par suite de guerres injustes et dans des circonstances pas très claires, ceux qui présidaient aux destinées du pays ont cédé à nos voisins plus de la moitié de ce territoire. On nous a privés de nos ports maritimes mais nous, paysans, forces vives du pays, jamais, au grand jamais, nous n'y renoncerons. Nous n'acceptons pas l'échange de territoires, ainsi que le proposent certains groupes au service des entreprises transnationales dont le seul intérêt est le leur.

### L'immigration blanche de sud-africains en Bolivie

C'est un fait public que le gouvernement entend faire venir en Bolivie 150.000 blancs d'Afrique australe (5), mondialement connus pour leur racisme forcené. Nous ne comprenons pas pourquoi, en Bolivie, d'un côté on pratique massivement le "contrôle des naissances", surtout à la campagne; et on cherche, d'un autre côté, à faire venir des gens de l'étranger pour peupler notre territoire, surtout lorsque, dans ses déclarations publiques, un haut fonctionnaire déclare ouvertement que l'intention du gouvernement est "l'amélioration de la race". En tant que représentants authentiques de nos peuples et qu'habitants de ces terres, nous n'admettons sous aucun prétexte l'implantation de groupes racistes; plus encore, nous prévenons qu'une mesure aussi nuisible aux intérêts nationaux pourra, si elle se concrétise, provoquer des conflits de grande proportions avec leurs responsables. Derrière tout cela nous croyons voir la main d'organisations internationales qui gouvernent notre pays à travers les prétendues "aides américaines". C'est ainsi qu'on a pu constater que, dans la farine et autres aliments qui parviennent ici par Caritas, il y avait des produits stérilisants destinés à servir de contraceptifs. C'est là un acte criminel, soigneusement camouflé, qui consiste à employer pour nous exterminer non pas des fusils et des balles mais les armes sophistiquées de l'alimentation et du contrôle des naissances.

Nous lançons un appel à nos frères aymaras et quechuas pour qu'ils refusent systématiquement ce genre d'aumône qui n'est pas faite en esprit de vraie foi chrétienne.

### L'éducation des paysans

L'éducation donnée en Bolivie est une mauvaise copie de celle des pays développés, avec des idées étrangères, des programmes étrangers, des catégories de pensée étrangères et des objectifs étrangers destinés à fabriquer un homme devenu étranger à lui-même. Cette greffe n'a pas pris et ne prendra jamais, même d'ici mille ans, dans l'esprit des aymaras et des quechuas. C'est pourquoi nous voulons que notre éducation soit tournée vers notre réalité propre; que les instituteurs ne restent pas myopes; qu'ils respectent la réalité qui est

la nôtre; et qu'ils se nourrissent de notre culture s'ils veulent nous orienter. Nos langues sont le quechua et l'aymara. Ils nous traitent d'analphabètes, alors que nous savons deux ou trois langues et qu'eux, "nos éducateurs" comme ils disent, n'en savent qu'une et, encore, la savent mal. Ce sont eux, la minorité, qui doivent s'intégrer à la majorité que nous sommes, et non l'inverse.

En 1910, le grand visionnaire et écrivain d'origine aymara, élu président de la République mais non investi parce qu'il était précisément d'extraction paysanne, déclarait: "On parle de civiliser l'indien... voilà bien un autre lieu commun ressassé par les bovaristes qui connaissent tout, sauf la réalité et la vérité, ressassé sans savoir pourquoi ni comment. Messieurs les bovaristes, soyez des pédagogues ou des législateurs. Réfléchissez ne serait-ce qu'un tant sur ce qui signifierait civiliser l'indien, si tant est qu'un tel idéal soit réalisable dans l'immédiat. Pensez à ce que représenterait le fait de le mettre en état de profiter directement de tous les moyens de la civilisation européenne, de ses connaissances et de ses instruments. Ce serait votre ruine immédiate et définitive. Ce serait rendre le véritable possesseur de la force et de l'énergie capable de se débarrasser du parasitisme, à se débarrasser de vous comme un troupeau de moutons encouragés mais honteux se débarrassent de leurs poux endémiques. Adieu, le bovarisme pédagogique! Adieu, le parasitisme gouvernemental et parlementaire! Ce serait l'éveil de la race et la remise des choses à leur place. Car il faut savoir que la Bolivie est malade de l'illogisme et de l'absurdité consistant à attribuer force et supériorité à ceux qui n'en ont pas, et à les refuser à ses représentants légitimes."

#### L'université paysanne

Le "Centre paysan Tupaj Katari" demande que soit, dans les délais les plus brefs, créée l'université paysanne, et pas seulement à un seul endroit mais aussi sur l'Altiplano, dans l'Est et dans le Sud du pays. On ne doit pas y enseigner uniquement l'agriculture car nous voulons progresser: nous ne sommes plus les indiens de la Conquête ou de la Colonisation. Nous avons évolué et nous sommes des gens capables: nos fils se révèlent être de très bons étudiants quand ils vont dans un collège ou dans une université, que ce soit ici ou à l'étranger.

Pour que l'université paysanne soit réellement telle, elle doit s'intégrer dans notre réalité et dans notre culture. Elle ne doit pas contribuer à faire sortir une nouvelle fois les gens de leur milieu social ni se contenter de transmettre les valeurs propres au milieu urbain. Pour le recrutement de ses professeurs, elle doit donner la préférence à ceux d'origine aymara et quechua.

Les programmes ne doivent pas véhiculer une sensibilité étrangère; ils doivent, au contraire, être l'expression vivante de la pensée des habitants du grand Tawantinsuyo (6) et le reflet de notre trilogie philosophique du Ama sua - Ama Llulla - Ama Kella.

#### Les droits de l'homme en Bolivie

Le paysan bolivien n'a pas le privilège de bénéficier des droits de l'homme pour la raison qu'ils lui sont refusés depuis 1492. Ce n'est un secret pour personne que les droits de l'homme n'existent nulle part pour le paysan. Si nous allons dans un service de l'administration, on ne nous reçoit pas; si nous tombons entre les mains de la police, on nous insulte; si nous entrons à l'université, on nous met à l'écart; si nous voulons nous organiser, on nous traite de communistes et on nous jette en prison; si nous nous plaignons d'avoir été volés, on pratique le chantage contre nous ou on nous tue: le coupable se promène tranquillement dans la rue; mais si nous commetons le moindre délit, la justice nous tombe dessus de tout son poids. (Les coups de feu de Sucho sont

(6) Nom de l'ancien empire inca des "Quatre Directions".

l'exemple typique de la rapidité avec laquelle la justice se met en branle quand il s'agit d'un paysan sans défense; il y a pourtant des cas beaucoup plus graves de crimes aussi atroces ou pires, comme la fraude à grande échelle des grosses entreprises, le trafic international de stupéfiants et les crimes impunis dont les auteurs sont acquittés sur la simple signature de personnages influents, et cela pour la simple raison qu'il s'agit de gens qui ne sont pas des paysans ou qui sont des étrangers.)

Sur le plan économique, nous n'avons pas le droit de déterminer les prix de nos produits agricoles, alors qu'on nous impose des prix toujours plus élevés pour les produits que nous devons acheter, ceux de première nécessité tels que engrais, outillage, vêtements, transports, etc. Nous n'avons pas non plus le droit d'avoir nos organisations à nous, même pas notre syndicalisme paysan qui est manipulé par des éléments extérieurs. Le seul droit qui nous est reconnu c'est celui d'être exploités et humiliés.

Le temps des élections va revenir. On va de nouveau nous pousser comme des moutons à donner nos voix à des gouvernants tout à fait étrangers à notre culture et insensibles aux intérêts des paysans. Mais nous déclarons que, grâce à nos organisations syndicales, nous ne serons plus les serviteurs inconditionnels des groupes politiques qui ne cherchent qu'à assouvir leur faim de grandeur et de richesse en menant à bien leurs révolutions de poche quinquagénaires.

Le "Centre paysan Tupaj Katari" voit d'un bon oeil la création en Bolivie de l'Assemblée permanente des droits de l'homme (7). Il espère que, par suite d'une collaboration étroite, les droits de l'homme seront vraiment respectés sur la terre bolivienne.

#### L'économie paysanne

Au cours des dernières années, nous avons vu comment la richesse de notre peuple s'est concentrée entre les mains des puissants de notre pays et comment nous, les paysans, nous sommes appauvris. Ce processus terriblement négatif pour notre pauvre économie est la conséquence du blocage des prix pour les produits agricoles et de l'augmentation continuelle du prix de ceux que nous devons acheter en ville; les organisations syndicales des paysans, dirigées par des gens extérieurs à notre réalité et sans connaissance des vrais problèmes, n'ont pas été à même de défendre le réajustement des prix de nos produits, ce qui est une trahison des plus graves envers notre peuple. Il est question de contrôler la coca, sans tenir compte du fait que cela porte préjudice à de nombreux paysans et sans penser que le mal n'est ni dans le produit ni chez les paysans, mais chez les étrangers qui en usent mal et en abusent.

Les prêts obtenus à l'extérieur pour l'agriculture ne vont pas aux vrais paysans mais aux grands propriétaires de Santa Cruz et à l'agro-industrie. Nous croyons qu'il y a un plan destiné à faire du paysan un sous-payé et un exploité, et cela en nous prenant les petites propriétés qui nous restent encore, malgré la mauvaise application de la réforme agraire. Par suite de l'apparition des nouveaux capitalistes, nous retournerions ainsi au système du journalier au titre duquel notre travail serait rétribué par un salaire de misère.

#### Le retour du pays à la constitutionnalité

La Bolivie a toujours vécu sous le signe de l'inconstitutionnalité comme le montrent le fait de l'élaboration de plus de vingt constitutions et celui de la présence de militaires à la présidence de la République dans plus de la moitié des cas. Dans le cadre de ces constitutions les paysans n'ont jamais participé au gouvernement au titre d'éléments actifs; ils ont toujours vécu comme des esclaves dans un système prétendument démocratique.

(7) Créée en novembre 1976, à la suite de la dissolution, en mars 1975, de la Commission bolivienne Justice et Paix sous la pression du gouvernement. (N.d.T.)

- Aussi le "Centre paysan Tupaj Katari" demande:
- 1- L'amnistie immédiate et générale pour les citoyens tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger;
  - 2- La reconnaissance des organisations syndicales et des partis politiques;
  - 3- La redémocratisation et la convocation d'élections générales;
  - 4- Le réajustement des prix pour les produits agricoles;
  - 5- La reconnaissance officielle des langues indigènes;
  - 6- La mise en place rapide de l'université paysanne;
  - 7- La priorité pour les programmes de santé publique et d'éducation rurale;
  - 8- Le déblocage de crédits pour les petits agriculteurs et le développement technique en secteur rural;
  - 9- Le respect de notre autodétermination;
  - 10- Nous rejetons toute mesure économique préjudiciable à notre classe opprimée;
  - 11- Nous condamnons énergiquement le contrôle des naissances;
  - 12- Nous repoussons catégoriquement le projet criminel d'immigration sud-africaine dans notre pays, projet élaboré et financé par les responsables des grands génocides qui se sont produits hier en Europe.

### L'unité nationale

Le "Centre paysan Tupaj Katari" est une organisation authentiquement paysanne qui recouvre l'ensemble du territoire national et qui travaille à l'unité de toutes les classes opprimées, sans haine, sans ressentiments et sans racisme suranné, à l'exemple de notre chef et martyr Julián Apaza Tupaj Katari qui a donné sa vie dans les champs de Peñas pour nous arracher à la prostration, à l'exploitation économique, à l'humiliation culturelle et à l'oppression politique auxquelles nous étions soumis et qui sont encore notre lot aujourd'hui.

Ce manifeste s'adresse à toutes les organisations syndicales des communautés indigènes, des anciens grands domaines, des cantons, des provinces et des centres de colonisation, ainsi qu'aux peuples aborigènes de l'Orient, aux ouvriers agricoles et à tous les départements de Bolivie, pour marquer cette Journée de l'indien du 2 août et en faire une nouvelle étape dans l'histoire sociale et politique de notre peuple aymara-quechua, fer de lance du grand Tawantinsuyo (cf. 6).

Les besoins et les aspirations de la paysannerie bolivienne tomberont toujours dans l'oubli, aujourd'hui comme hier, s'il n'y a pas union de tous. C'est pourquoi nous lançons un appel aux travailleurs de la mine, aux ouvriers des usines et de la construction, aux artisans, aux commerçants et détaillants, aux chauffeurs routiers, aux cheminots, aux soldats et à leurs officiers patriotes, aux fonctionnaires et aux journalistes, ainsi qu'aux organisations qui s'identifient aux intérêts du peuple opprimé, afin que cette journée soit une invitation à une réflexion sérieuse nous permettant de mettre en oeuvre toutes nos capacités de régler les problèmes qui concernent les masses.

Chuquiagu, le 2 août 1977

Vive la Journée de l'indien-Gloire à Tupaj Katari-Gloire à Bartolina Sisa!

Pour le Conseil d'amautas: Silverio Mayta Guarachi,  
secrétaire pour la justice et les conflits;  
Máximo Tenorio Vargas,  
secrétaire pour l'éducation;  
Rafael Quispe Esquete,  
secrétaire pour la propagande.

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

/(avion: tarif spécial)

Abonnement annuel (tarif 1978): France 160 F - Etranger 185 F

Directeur de la publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

D 412-6/6

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441